

**Jeudi 25 novembre 2021**

**Les enseignements de l'étude « Self-care in Europe : Economic and Social Impact on Individuals and Society » pour la France**

**L'AESGP (association européenne des produits de santé et de prévention de premier recours) a commandé à une équipe de chercheurs universitaires, un rapport sur l'impact économique et social des produits de santé et de prévention de premier recours dans 30 pays européens dont la France. Ce rapport en anglais intitulé : « Self-care in Europe : Economic and Social Impact on Individuals and Society » a été rendu public ce jeudi 25 novembre 2021.**

**Une étude qui concerne plus de 30 pays européens**

Le rapport qui est une actualisation d'une enquête commandée par l'AESGP en 2004, se concentre autour de quatre principaux objectifs :

- Quantifier la valeur économique et sociale générée par l'utilisation des produits de santé et de prévention de premier recours (en anglais selfcare products), tant au niveau des individus, des systèmes de santé qu'au niveau de la société dans son ensemble,
- Quantifier la valeur économique et sociale si davantage de produits étaient disponibles sans ordonnance et si le recours à ces produits étaient amplifiés,
- Développer un modèle pour permettre de classer les pays européens en matière d'accès et de recours à ces produits,
- Développer un ensemble de recommandations en matière de politiques, à l'attention des décideurs politiques nationaux et européens, pour libérer tout le potentiel de ces produits auprès des individus, de la société et des systèmes de santé.

Ce rapport de l'AESGP met ainsi en avant une vision d'ensemble des bénéfices possibles engendrés par le secteur des produits de santé et de prévention avec des éléments clés pour la France.

Au niveau européen, ce sont donc plus de 1 189 000 000 maux du quotidien qui sont actuellement traités par les produits de santé et de prévention de premier recours sans passer par un médecin.

### **Les produits de santé et de prévention de premier recours : un bénéfice pour les Français**

[Le document présenté par NèreS](#) reprend, plus particulièrement, les données spécifiques à la France. En effet, les produits de santé et de prévention de premier recours répondent non seulement aux attentes actuelles des Français en termes d'accessibilité et de rapidité d'accès aux soins mais également, en termes de nouveaux comportements de consommation ou de conseils adaptés à chacun prodigués par le pharmacien.

Ainsi, chaque euro investi dans les produits de santé et de prévention de premier recours permet d'économiser 6,70€ (dont 4,60 € d'économies pour le système de santé et 2,10 € pour l'économie nationale).

Au-delà des économies générées, l'utilisation des produits de santé et de prévention de premier recours permet d'économiser à la fois du temps des patients (presque 106 minutes) et celui de leur médecin (22 minutes). Ils ont donc un réel impact sur l'économie et la société dans son ensemble.

Malgré cela, les politiques publiques de santé continuent à ne pas faire cas des produits de santé et de soins de premier recours.

Pour ce faire, le recours plus fréquent au parcours de soins officinal (PSO) serait la solution la plus simple. Le PSO permettrait ainsi :

- De prévenir ou traiter davantage les maux du quotidien sans devoir passer par le médecin généraliste,
- Que les patients se tournent, davantage et en premier lieu, vers la pharmacie pour des affections simples grâce à des actions et initiatives mises en place par les pouvoirs publics et le secteur privé.

Enfin, tous les éléments mis en exergues dans le rapport réalisé par NèreS permettent d'appuyer (grâce à de nouvelles données) les mesures proposées par l'association professionnelle dans le cadre des élections présidentielles et législatives de 2022 à retrouver sur le [site](#) dédié.